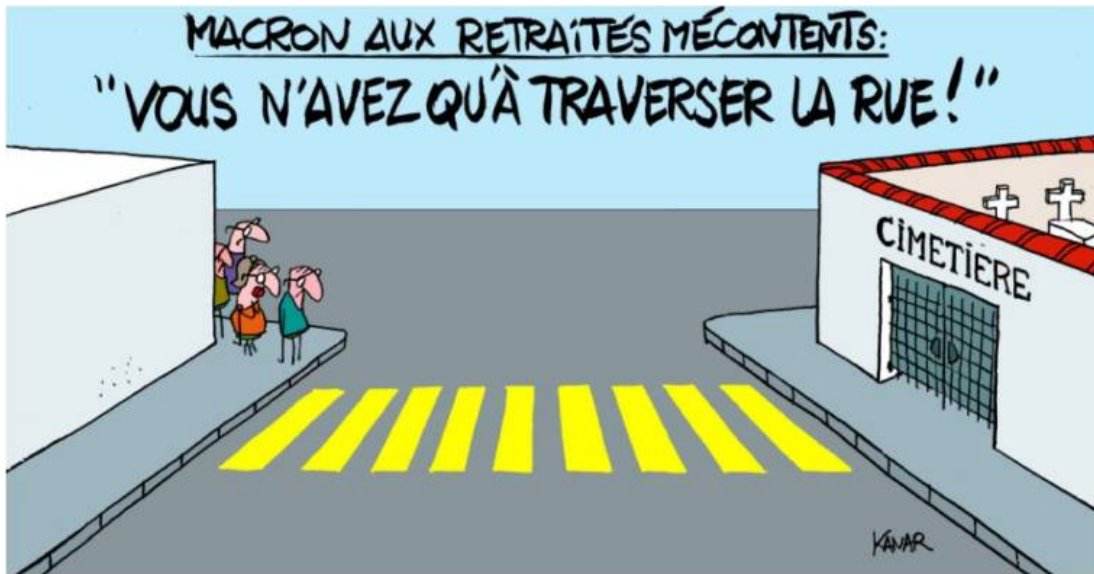


Chaque Français travaille 208 jours par an pour l'État



L'ART DU BONNETEAU
PAR DARMANIN



Face à la grogne généralisée des classes moyennes et des retraités, qui voient leur pouvoir d'achat s'effondrer, l'inénarrable Gérald Darmanin a le culot de déclarer :

– « Notre politique va bénéficier à ceux qui font tourner le

pays. »

Mensonge ! La France est le paradis des assistés et de tous les miséreux de la terre.

Chaque Français travaille 208 jours pour l'État, un record !

Darmanin oublie qu'il laisse crever de faim 25 % de nos paysans qui triment 15 heures par jour, 365 jours par an, sans vacances ni WE. Ils travaillent pour 350 euros par mois dans l'indifférence générale.

Et chaque jour, ce sont des centaines d'assistés qui débarquent à nos frontières, nous ruinant un peu plus, et dont le pays n'a nul besoin avec un chômage qui ne cesse d'augmenter.

Ils sont 100 par jour venus d'Espagne et qui débarquent au pays basque, venant s'ajouter aux flots qui arrivent par la frontière italienne ou par l'Est ! C'est une catastrophe nationale.

Par ailleurs, son propos ne manque pas de sel quand on sait que le prix du gasoil a augmenté de 23 % depuis le 1^{er} janvier, alors que parmi les salariés qui utilisent leur voiture pour travailler, 85 % roulent au diesel.

– « Les Français sont aussi responsables : quand on a aimé Nicolas Hulot, on assume d'avoir une fiscalité comportementale », ricane Benjamin Griveaux.

Pour certains salariés, c'est 100 euros de plus pour le budget voiture !

Les taxes sur les carburants ont englouti bien davantage que les maigres baisses de charges salariales. Macron donne d'une main et reprend de l'autre.

Selon un sondage Ifop, 72 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat a diminué et 84 % pensent que la politique de

Macron n'améliorera pas leur condition.

– « Nous choisissons de taxer la pollution » dit Darmanin.

Non, monsieur le ministre des Comptes publics, vous ne faites que taxer l'outil de travail des salariés qui utilisent leur voiture pour leurs trajets ou pour leur métier.

Le bilan des hausses est catastrophique depuis le début de l'année.(JDD)

Gasoil + 23 %

Essence + 15 %

Gaz + 16 %

Timbre rouge + 13 %

Vaccin contre la grippe + 79 %

Denrées alimentaires : hausse allant jusqu'à 40 % compte tenu des aléas météo.

La prétendue baisse de la taxe d'habitation est annulée par la hausse de certaines taxes locales.

Les entreprises de transport sont étranglées.

La France est la deuxième économie d'Europe, mais elle descend au 6^e rang en termes de revenu disponible pour consommer et épargner.

Le seul domaine où la France est mieux placée que ses voisins, c'est sur le prix du kilowatt/heure. Un avantage décisif pour nos entreprises, grâce au nucléaire.

Mais les écologistes, qui se foutent de la compétitivité des entreprises et du chômage, font tout pour ramener la part du nucléaire de 75 % à 50 %. Une hérésie.

La hausse des carburants n'en est qu'à ses débuts, puisqu'une nouvelle hausse de 6,5 centimes est prévue pour le 1^{er} janvier 2019.

Le gouvernement ne fait plus de l'écologie, il fait les poches des automobilistes pour équilibrer ses finances.

Comme le dit le JDD, baisses de charges salariales et taxe d'habitation se sont diluées dans une nappe de pétrole !

TICPE + Taxe carbone + TVA + hausse des certificats d'économie énergie (CEE) = 61 % du prix du litre de gasoil.

Sur un litre de gasoil à 1,55 euro, on a 42 centimes de pétrole brut, 7 centimes de raffinage, 11 centimes de distribution et 95 centimes de taxes diverses.

Après avoir fait la promotion du moteur diesel, au point que PSA en est devenu le leader mondial, et au point que plus de 85 % du parc automobile des entreprises fonctionnent au diesel, l'État retourne sa veste et punit ceux qui ont suivi sa politique des dernières décennies.

Ce gouvernement va tuer les entreprises de transport et l'industrie automobile.

Entre la limitation à 80 km/h, les radars, les péages dans les villes, le prix du carburant et le délabrement du réseau routier, totalement à l'abandon, rouler en voiture est devenu un calvaire.

Totalement ruiné, l'État a décidé de saigner les retraités et les automobilistes. Mais pour accueillir toute la misère du monde, l'argent coule à flots.

Une pétition pour la baisse des taxes sur les carburants a recueilli hier 380 000 signatures. Un appel au blocage le 17 novembre semble mobiliser l'opinion.

À suivre...

Jacques Guillemain